

SOUS LA COLÈRE, LES ÉPREUVES DU DEVENIR ADULTE EN MONDE NÉOLIBÉRAL

Entretien avec [Cécile Van de Velde](#), Réalisé par [Patricia Loncle](#)

Caisse nationale d'allocations familiales | [« Informations sociales »](#)

2016/4 n° 195 | pages 48 à 53

ISSN 0046-9459

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-informations-sociales-2016-4-page-48.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Caisse nationale d'allocations familiales.

© Caisse nationale d'allocations familiales. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Sous la colère, les épreuves du devenir adulte en monde néolibéral

Entretien avec Cécile Van de Velde réalisé par Patricia Loncle



Spécialiste de la jeunesse et des âges de la vie, Cécile Van de Velde est professeure de sociologie à l'Université de Montréal, titulaire de la chaire de recherche du Canada sur les inégalités sociales et les parcours de vie, et membre de l'École des hautes études en sciences sociales (EHES). Elle a mené des travaux comparatifs sur la jeunesse en Europe avant de s'intéresser aux mobilisations des jeunes de ces dernières années dans les pays développés, du « Printemps Érable » au Canada à « Nuit debout » en France. Elle est notamment l'auteur de « Ce qui est source de colère chez les jeunes, c'est de ne pas pouvoir choisir » (*AlterEcoPlus*, 24 mars 2016), « Les voies de l'autonomie. Les jeunes face à la crise en Europe » (*Regards*, n° 48, novembre 2015) et d'un ouvrage à paraître : *Colères. Ce que la jeunesse nous dit de ce monde*.

► Informations sociales : Sur quels sujets travaillez-vous en ce moment ?

Cécile Van de Velde : J'étudie depuis plusieurs années les différentes formes de colères sociales et citoyennes portées par les jeunes générations dans différents pays sur la planète. Par « colères », j'entends à la fois les colères les plus visibles, c'est-à-dire les différentes protestations sociales qui ont marqué la dernière décennie, des Indignés à Nuit Debout, mais aussi les colères plus invisibles et silencieuses qui éclosent au sein même des parcours de vie. Cette clé d'entrée me permet d'explorer les lignes de faille qui s'ouvrent actuellement entre les individus et les pouvoirs publics. Derrière ces mobilisations, cette recherche interroge les effets de la crise et de l'austérité sur la conduite des vies et la dynamique des générations, en cette deuxième décennie du XXI^e siècle. J'ai ainsi intitulé le livre que j'écris actuellement *Colères. Ce que la jeunesse nous dit de ce monde*.

► IS : Qu'est-ce qui vous a conduit à vous intéresser à ces mobilisations de jeunes ?

C.V.D.V. : Cette recherche s'inscrit dans une histoire à la fois scientifique, personnelle et citoyenne. Elle a commencé à Montréal en 2012. Invitée au sein du département de sociologie de l'Université de Montréal, j'ai été témoin du mouvement étudiant

appelé le « Printemps Érable ». Jusqu'alors, en tant que sociologue comparatiste, je privilégiais une perspective que l'on pourrait appeler « différentialiste », centrée sur les contrastes entre pays européens. Comme les autres comparatistes de ma génération, je cherchais prioritairement à mettre en lumière et à comprendre les différences sociales dans les façons de « devenir adulte » d'une société à l'autre, ce qui constituait alors un front de recherche majeur. C'est dans cette optique que j'ai écrit l'ouvrage « Devenir adulte. Sociologie comparée de la jeunesse en Europe » (Puf, 2008). Mais, dès mes premières observations des protestations étudiantes de Montréal, j'ai été interpellée par la profonde résonance de ce mouvement avec celui des Indignés de Madrid, que j'avais étudié l'année précédente. Ces mobilisations avaient beau s'inscrire dans des contextes sociaux particulièrement contrastés, elles semblaient réellement converger sur des questions de fond, telles que la valeur de l'éducation ou le renouvellement de la démocratie.

De nouvelles questions ont alors émergé : dans le sillage d'une crise et d'une vague d'austérité globalisées, assistons-nous à la naissance d'une « génération » au sens de Mannheim ⁽¹⁾, c'est-à-dire forgée autour d'expériences communes, voire d'une conscience d'elle-même, et ce au niveau transnational ? Ne faut-il pas adapter nos outils et nous donner les moyens de saisir d'abord les dynamiques communes et générationnelles avant de les articuler à la pluralité des situations ? Ces questions ont bousculé mon approche comparative et structuré l'itinéraire de recherche qui m'a portée ces dernières années. J'utilise désormais la comparaison pour identifier les dynamiques communes au sein des jeunes générations, en termes d'aspirations, d'expériences et aussi d'inégalités.

► **IS : Quels sont les mouvements que vous avez particulièrement étudiés ?**

C.V. D.V. : J'ai alors décidé de suivre, personnellement et directement, la « vague » de protestations, à la recherche de ce possible maillon générationnel. C'est donc une recherche itinérante qui s'est construite au fil des différents mouvements de jeunesse de ces dernières années : après avoir enquêté sur le « Printemps Érable » à Montréal en 2012, je suis retournée auprès des « Indignés » à Madrid en 2012, puis je me suis rendue auprès du mouvement étudiant de Santiago du Chili et du mouvement des Parapluies à Hong Kong en 2014 et, enfin, de Nuit Debout à Paris en 2016. Très vite, il m'est apparu que les mouvements ne constituaient que la partie émergée de l'iceberg et que, pour identifier les racines de ce qui pourrait être un phénomène générationnel, il fallait aller voir sous la « vague », au cœur même des parcours de vie : bien sûr chez ceux qui protestent, mais aussi chez ceux qui ne protestent pas. Pour mieux comprendre les visages contemporains de la colère, il fallait identifier ses fondements et analyser les « épreuves » émergentes du devenir adulte en monde néolibéral. Tout l'enjeu a alors consisté à construire un dispositif comparatif rigoureux, permettant d'articuler à la fois les points communs et les différences sociétales, sociales ou générées. À mes yeux, la sociologie du « global » souffre en effet, parfois, d'un manque d'assise empirique et de données réellement comparatives. J'ai opté pour une comparaison multi sites et multi milieux, avec un dispositif double. D'une part, j'ai conduit une enquête comparée des « colères » collectives ayant lieu dans chacune des villes concernées (Montréal, Madrid, Santiago du Chili, Hong Kong, Paris), notamment par un recueil systématique et direct des slogans, écrits et pancartes

au sein de chacune des protestations ; regroupés en une vaste base de données, ces éléments permettent de faire une analyse lexicale et comparée des « grammaires » contemporaines de la colère. D'autre part, afin de saisir les expériences comparées et les épreuves saillantes du « devenir adulte » dans ces différents endroits, j'ai déployé une enquête qualitative en réalisant plus de 150 entretiens semi-directifs dans chacune des villes auprès d'individus de tous horizons, à partir d'un guide d'entretien commun, portant sur les dimensions sociales, familiales, existentielles, citoyennes et générationnelles.

► **IS : Avez-vous pu identifier des « épreuves » communes ?**

C.V. D.V. : Oui, l'enquête montre de façon prégnante la montée dans ces différents pays d'une tension commune au sein des jeunes générations. Cette tension n'est pas uniquement d'ordre économique ou social, elle est prioritairement existentielle. Plus encore que d'être « déclassé », la peur émergente est d'être « dévié » de ses propres choix ou de ses aspirations. J'appelle cette épreuve la « déviation », définie comme l'expérience d'un possible désajustement non plus vertical dans l'échelle sociale, mais bien plus horizontal, par rapport à soi. Face à la rupture historique de la crise, le « déclassement intergénérationnel » se voit désormais intériorisé, voire assimilé dans les perspectives de vie. L'épreuve saillante, telle qu'elle est formulée, est plus profondément d'être dépossédé de son chemin de vie et du « sens » de sa trajectoire. Le mot « sens » est à prendre ici dans ses deux acceptions, la signification de sa vie mais aussi la direction qu'on désire donner à celle-ci.

Le changement est frappant depuis mes premières enquêtes comparées du début des années 2000. Aujourd'hui, les jeunes générations font davantage part d'une difficulté à « exister » pleinement dans la société et dans les parcours socialement tracés. Le processus même d'ajustement au marché tend à exiger un arbitrage entre son « être » et sa « place » dans la société, car la mise en coïncidence des deux est rendue difficile par l'accentuation de la pression sociale. Pour une génération marquée par une puissante norme d'individuation, l'ajustement de soi à un marché du travail qui ferme ses portes produit cette forte tension existentielle, potentiellement vécue comme une entrave au « projet d'être » et à la réalisation de soi. Ajuster ou réajuster son « être » aux règles du jeu social exige un travail potentiellement éprouvant pour l'individu, avec l'ombre d'une possible « déviation » de soi. Nombreux sont ceux qui évoquent la « violence » du processus de confrontation au marché, que ce soit à l'issue des études ou pour se maintenir en emploi. Face à la pression de la compétition, cette confrontation oblige, à chaque séquence, à initier ou réinitier une adaptation profonde de ses engagements personnels pour « être choisi », pour se fondre dans les exigences requises ou pour défendre sa place. À l'image par exemple de cette jeune Parisienne qui, face à ses multiples démarches de recherche d'emploi inabouties, initie une nouvelle reconversion et se demande : « *Est-ce que je vais encore devoir changer mon être pour m'adapter à ce qu'ils veulent ?* » Cette pression se traduit par un nouvel arbitrage : « *S'ajuster, jusqu'où ?* ». Bien qu'aujourd'hui une telle question se pose également à d'autres périodes de la vie, il s'agit ici d'une épreuve générationnelle : même si tous n'en souffrent pas, cet arbitrage tend à s'imposer à tous car il est socialement et historiquement construit. Il est potentiellement source de colère sociale car il touche à la possibilité même de pouvoir devenir qui l'on veut

être, à la possibilité de pouvoir définir soi-même le « sens » de sa vie. Cette question du « sens » est d'autant plus aiguë qu'elle est mise à l'épreuve. En quelque sorte, la crise donne naissance à un nouvel existentialisme. Une telle tension peut induire des processus de dissociation de soi vis-à-vis de la « société » ou du « système », accusés de voler jusqu'à l'intimité de ses choix. C'est à mes yeux un élément essentiel dans la compréhension de ce qui se joue actuellement au sein des jeunes générations, en particulier parmi leurs franges étudiantes et diplômées, et de leurs frustrations citoyennes. La plupart des mobilisations récentes des jeunes prennent racine dans cette épreuve.

► **IS : Quels sont les principaux facteurs de cette crise existentielle?**

C.V. D.V. : Il faut y voir l'effet d'une conjonction historique de deux forces contradictoires, entre lesquelles les jeunes générations actuelles sont prises en étau. D'une part, elles portent à l'extrême l'aspiration contemporaine à un parcours de vie singulier et signifiant, cette injonction ayant été socialement renforcée par l'ouverture des choix d'études et la massification des études supérieures. Mais d'autre part, les jeunes sont les premiers touchés par la crise et par la vague d'austérité qui lui a succédé, et qui met radicalement à l'épreuve ce projet de réalisation de soi. Les « enfants du siècle », pour reprendre l'expression de Musset, sont donc les enfants à la fois de la démocratie et de la crise, portés par une injonction sociale à la singularisation, laquelle est enrayée par les difficultés économiques. Leur colère vient ainsi s'inscrire dans le double sillage d'une « éthique du sens » et d'une évolution du capitalisme qui vient freiner celle-ci. Bien sûr, cette mécanique n'est ni totalement nouvelle ni totalement exclusive à cette génération, mais par la force actuelle de ces deux dynamiques conjointes, les jeunes subissent aujourd'hui à l'extrême cette injonction contradictoire. Et parce qu'ils proposent des alternatives, ce sont eux qui sont en passe d'en trouver les clés de dépassement.

► **IS : Pouvez-vous nous dresser quelques figures qui, selon vous, pourraient caractériser le fait d'être dévié-e ?**

C.V. D.V. : L'ajustement aux règles du jeu social nécessite le plus souvent un travail d'adaptation, aujourd'hui à la charge de l'individu, pour mettre en coïncidence ses aspirations et les contraintes du marché. Il donne lieu à tout un panel de figures de déviation, de la « conversion » de soi au retrait du jeu social. L'enjeu central, tel qu'évoqué dans les entretiens, est de pouvoir maintenir le « sens » de sa trajectoire, ce qui donne lieu à la dénonciation, et parfois au refus, de ce qui est vécu comme une forme de déshumanisation.

La première figure, dominante, consiste à entreprendre un travail de « conversion » de soi afin de pouvoir avancer dans les parcours sociaux imposés. Il s'agit d'adapter son « être » aux contraintes du marché et de la compétition sociale – souvent au prix de ce qui est considéré comme une réduction, un déni ou un oubli de soi. Ce travail d'adaptation est accepté tant qu'il est supposé transitoire. Or cette conversion est très rarement totale ; elle est le plus souvent partielle et fait l'objet d'un compromis interne au nom de l'enjeu du travail. Cet ajustement revient à accepter de « jouer le jeu » et de répondre à la pression sociale, mais sans réellement y croire. Dans l'enquête émerge alors le sentiment d'être un « pion » au sein d'une vaste « machine », d'une

« *mascarade* » ou d'un « *marché de dupes* ». Les critiques récurrentes portent sur les logiques de compétition et de dépossession professionnelles, qui conduisent à une forme de distanciation du milieu dans lesquels s'inscrivent ces jeunes. Un exemple révélateur est celui d'une jeune cadre supérieure, dans la trentaine, qui après s'être remise elle-même en question sur le fait de ne pas atteindre ses « objectifs » de travail, en vient à une déconstruction critique du fonctionnement de son entreprise et plus largement de son milieu professionnel, qu'elle finira par quitter quelques mois plus tard. On touche là à un point important de cette enquête : même parmi ceux qui s'intègrent bien socialement, peu adhèrent réellement aux règles du jeu social. On peut y voir un des terreaux essentiels d'une critique sociale à l'intérieur même du « système », que l'on retrouve souvent parmi les diplômés, qu'ils participent ou non aux protestations. C'est un premier degré d'un phénomène de « désadhésion » à la société, très présent chez les jeunes générations.

Mais, comparativement à cette première figure, tous ne peuvent ou ne veulent pas faire ce travail de conversion de soi. Cela peut alors conduire à la figure du « retrait » temporaire de la « *compétition* », que ce soit de façon imposée ou volontaire. Ce retrait est censé être transitoire avant un retour escompté sur le marché. Pour certains, il correspond au temps d'attente imposé par la recherche d'emploi, pour d'autres, il est initié par la volonté de « *repandre du souffle* » et de « *refaire le plein de soi* » avant de se réexposer socialement. Cette figure du retrait ou de la suspension est souvent très ambiguë, oscillant entre les rhétoriques du subi et du choisi. Elle se conjugue avec la volonté d'ajuster son projet ou ses choix pour les réaffirmer ensuite socialement. Cette phase d'entre-deux peut s'allonger dans le temps, et on y retrouve un des visages des « NEETs » ⁽²⁾, ces jeunes « ni en éducation, ni en emploi ni en stage », dont on voit actuellement la part monter dans les statistiques publiques de la plupart des pays occidentaux. Dans ses formes imposées, cette figure est souvent associée à un discours de colère ou d'impuissance plus larvé.

C'est ce qui distingue ces figures d'une troisième que l'on voit émerger très clairement dans les parcours de vie : celle du refus de se « *convertir* » ou de « *changer son être* » pour survivre dans le « système » et suivre un parcours imposé. Cette figure de l'« *alternative* » se traduit par une sortie beaucoup plus durable du marché, souvent associée au mode de vie de la débrouille, envisagé en lui-même comme un acte politique. Cette « sortie de route » va de pair avec l'affirmation d'une « victoire du soi » face à un arbitrage jugé impossible, même si les discours qui la sous-tendent ne sont pas non plus dénués d'une certaine ambiguïté, en réponse également à une forte adversité vécue dans les parcours sociaux. En fin de compte, même chez les figures les plus intégrées, on peut noter la prégnance d'une colère sourde mais vive, qui prend ses sources dans le travail d'adaptation au marché que l'on exige de l'individu, et dont l'ampleur nourrit la critique sociale et le discours « *anti-système* ».

► **IS : Quelles différences observez-vous en fonction des sociétés dans lesquelles vivent les jeunes ?**

C.V. D.V. : Bien entendu, ces figures se déclinent de façon contrastée selon les sociétés, principalement en fonction des formes d'État-providence et de la façon dont y a été régulée la crise. La tension est ainsi radicalisée dans les pays du sud de l'Europe ou en France, où l'ampleur de la crise rend la mise en coïncidence

des aspirations personnelles et d'une intégration sociale effective particulièrement difficile, et les ajustements entre le « soi » et la « place » très exigeants : face à l'adversité du marché, les phénomènes de déviation y sont prégnants, notamment les figures du « retrait » ou de l'« alternative ». Celles-ci émergent de viviers de colère silencieuse, tournée vers une cible collective qui peut être le « système » ou la « société » et associée aux rhétoriques du « *vol de la vie* ». Dans les pays libéraux, la crise s'est moins souvent traduite par une montée significative du chômage juvénile et plutôt par une pression sur les salaires ainsi que par des mesures néolibérales d'augmentation du coût de l'éducation. L'ajustement de soi au marché y semble, en apparence du moins, plus probable, d'autant plus que ces sociétés offrent plus souvent la possibilité d'un rebond. Mais la question est plus complexe qu'il n'y paraît : dans ces pays, mon enquête montre une frustration plus latente qui se retrouve parmi les individus « intégrés », ceux qui entreprennent un travail de « conversion » de soi pour s'ajuster aux exigences du marché. Face à une pression financière et temporelle, les individus jouent les règles du jeu mais non sans compromis et critique interne. J'ai en tête l'exemple de Patrick, à Montréal : pour rembourser son emprunt étudiant, il a arrêté ses études de façon précoce et vend désormais des prêts étudiants dans la banque même où il a contracté sa dette. Il a renoncé, au moins provisoirement, à son rêve d'ouvrir une microbrasserie... Comme d'autres, il joue le jeu tout en le critiquant. Ces systèmes laissent place à une figure de la désadhésion intime face à l'expérience du « *parcours du combattant* », en lien notamment avec la question de l'endettement, du financement des études et des salaires. Ce n'est pas un hasard si certains de ces modèles sociaux ont été le théâtre de mouvements portant sur le prix de l'éducation et l'accès aux études, comme à Montréal, Santiago du Chili et Londres. Quand retrait il y a, celui-ci est plus caché et plus coupable, associé à une forme d'individualisation de l'échec : la colère y est davantage retournée contre soi, sous forme de culpabilité. Les différences entre les systèmes sociopolitiques sont donc fortes. D'autres clivages laissent également leur empreinte – degré de familialisme, ancienneté de la démocratie, etc. Malgré tout, au-delà de ces différences, il s'avère que cette épreuve commune est en train de forger une génération, en particulier sa frange la plus diplômée et mobile, qui prend conscience d'elle-même au-delà des frontières. Tout dépend désormais de la façon dont les pouvoirs publics, et plus largement les sociétés, vont répondre aux difficultés et aux aspirations de cette génération, car elle constitue la force politique et sociale des décennies à venir. Si nous parvenons collectivement à ouvrir les possibles, elle sera porteuse d'une indéniable dynamique pour la proposition d'alternatives au niveau social et politique, car c'est elle qui détient aujourd'hui les chemins de sortie de crise.

Notes

1 – Karl Mannheim, *Le problème des générations*, Paris, Armand Colin, 2011, 1^{re} éd. 1928.

2 – NEET : « Not in Education, Employment or Training ».